

malédiction si par la force nous étions absorbés par cette nation ; si par la force nous nous trouvions de vivres sous son régime démoralisateur et d'adopter ses habitudes et ses mœurs qui, aujourd'hui, nous répugnent tant. Être amenés à cette union serait, à mon sens, le plus grand malheur qui pourrait nous arriver. En adoptant le projet qui nous est soumis, je pense que nous sèmerons la discorde et la lutte qui détruiront notre union au lieu de la cimenter. Je suis donc adverse au projet, et cela parce qu'au point de vue de la politique, du commerce, des défenses et de l'économie, il ne sera d'aucune utilité pour le pays ; parce qu'au contraire il sera la source de maux dont on ne verra peut-être jamais la fin. (Applaudissements.)

M. DUNKIN annonce qu'il désire prendre part aux débats, mais qu'il ne veut pas porter la parole à cette heure avancée, et que si quelque autre hon. membre ne se lève pas pour continuer la discussion, il proposera l'ajournement.

M. McGLIVERIN—Sachant l'hon. député de Brome (M. DUNKIN) indisposé, je consens volontiers à prendre la parole à sa place. Ce n'est pas, cependant, sans éprouver beaucoup de malaise que je me lève pour faire les observations que je vais soumettre, et cela se comprend, après l'habile et éloquent discours qui vient justement d'être prononcé. Bien que je sois peut-être incapable de traiter ce sujet sans répéter ce qui a déjà été dit par les hon. membres qui m'ont précédé, je ne m'en crois pas moins obligé, parce que je dois à mes commettants, de donner les raisons qui m'ont porté à prendre la décision que je me suis faite à l'égard de cette question, qui est certainement des plus importantes, et qui par l'immensité des intérêts que va mettre en jeu le changement projeté de notre constitution, mérite l'attention sincère de tout vrai Canadien. (Écoutez ! écoutez !) Je crois d'abord devoir donner les raisons qui me portent, de concert avec un grand nombre de députés libéraux du Haut-Canada, à agir comme nous avons décidé de le faire à l'égard du cabinet actuel et de la politique qu'il a inaugurée. Dans le Haut-Canada, et dans presque tous ses collèges électoraux, une agitation a longtemps existé qui avait pour cause des difficultés entre les deux sections du pays. Au lieu de diminuer, cette agitation a été toujours grandissant. Depuis l'union de 1841, le Canada-Ouest a ressenti qu'on ne lui rendait pas la justice à

laquelle lui donnaient droit sa richesse et sa population. D'un autre côté, la population française du Bas-Canada croyait ou semblait croire qu'une augmentation de la représentation du Haut-Canada dans la législature finirait par détruire sa langue, ses lois et sa religion. La position difficile qui nous fût faite par cet antagonisme était telle que, dès que le gouvernement proposa à l'hon. président du conseil (M. BROWN) de s'unir à lui pour aviser au moyen de couper court à ses malheureuses difficultés, je crus de mon devoir, tout étrange que cela ait pu paraître que nous nous soyions séparés de la section libérale du Bas-Canada, je crus de mon devoir, dis-je, sur la conviction que j'avais de la nécessité d'un changement, et comme Haut-Canadien—je puis dire comme Canadien—de faire tout mon possible pour délivrer notre pays de sa malheureuse position. (Écoutez ! écoutez !) Je pense que le peuple du Haut-Canada—je pourrais dire de tout le Canada—est fatigué de la lutte que nous soutenons depuis bien des années et qui entravait si fortement toute législation nécessaire au développement des ressources du pays. Vu la position difficile où nous trouvions, je crois que le peuple désirait sincèrement voir l'état de choses actuel changer ; mais il ne voulait pas que ce changement nous mènât à une union avec les États-Unis. (Écoutez ! écoutez !) Ce qu'il désirait, c'était une union avec les autres provinces anglaises, une union, qui, avant longtemps, je l'espère, embrassera les colonies du Pacifique ainsi que celles situées à l'est de nous sur les bords de l'Atlantique. (Écoutez ! écoutez !) Malgré toutes ses déficiences, je crois que ce projet d'union qui est proposé nous mettra dans la bonne voie. Il est impossible que le peuple de ce pays veuille rester dans l'état d'agitation politique où il s'est jusqu'ici trouvé, et qui aurait pu être la cause de difficultés auxquelles on n'aurait pu malheureusement trouver de solution qu'en recourant au moyen auquel nos voisins se sont vus obligés. (Écoutez ! écoutez !) L'hon. député d'Hochelaga (M. DORION) a dit avec vérité il y a déjà longtemps—en 1858—que le pays était presque à la veille d'une révolution, et que pour l'éviter il fallait opérer quelque changement. Depuis, et au lieu de diminuer, la nécessité de ce changement n'a fait que grandir. (Écoutez ! écoutez !) Autant que j'ai pu le constater jusqu'ici, nul membre de cette chambre n'a encore dit qu'il fut réellement